

# ADDENDUM PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE BURUNDI

**CYCLE DE  
PROGRAMME HUMANITAIRE  
2023**

PUBLIÉ EN JUILLET 2023



# À propos

Ce document est consolidé par OCHA au nom de l'équipe humanitaire pays et des partenaires. Le Plan de réponse humanitaire est une présentation de la réponse stratégique coordonnée conçue par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins urgents des personnes touchées par les chocs. Il est basé sur les preuves des besoins décrits dans l'aperçu des besoins humanitaires et y répond.

## PHOTO DE COUVERTURE

Jeannine Miburo, 23 ans, cultive ce champ de maïs d'un hectare sur la colline Ceru, commune et province de Kirundo, dans le nord du Burundi. En raison du déficit hydrique, elle a récolté moins d'un kilogramme de maïs, contre 200 kilogrammes lorsque les pluies sont abondantes. Elle vient de se marier et porte son premier enfant dans les bras. Son mari est parti chercher du travail en Tanzanie. Pour gagner de l'argent, elle travaille dans les champs d'autres personnes.

©OCHA/Camille Marquis

*Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression d'une quelconque opinion que ce soit de la Partie du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités, ou concernant la délimitation de frontières ou de limites.*

## Pour consulter les mises à jour les plus récentes



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes touchées par la crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. Il s'emploie à surmonter les obstacles qui empêchent l'aide humanitaire d'atteindre les personnes touchées par les crises et assure le leadership dans la mobilisation de l'aide et des ressources au nom du système humanitaire.

[www.unocha.org/burundi](http://www.unocha.org/burundi)  
[twitter.com/ochaburundi](https://twitter.com/ochaburundi)



ReliefWeb Response (RW Response) est un service numérique spécialisé. Ce service fait partie de l'engagement envers la communauté humanitaire pour garantir que les informations pertinentes dans une situation d'urgence humanitaire sont disponibles pour faciliter la compréhension de la situation et la prise de décision.

<https://response.reliefweb.int/burundi>

## Humanitarian Action

ANALYSING NEEDS AND RESPONSE

Humanitarian Action soutient les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires clés. Il fournit les dernières informations vérifiées sur les besoins et la prestation de la réponse humanitaire ainsi que sur les contributions financières.

<https://humanitarianaction.info/plan/1148>



Le Service de suivi financier (FTS) est le principal fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire mondial, et est un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en mettant en évidence les lacunes et les priorités, contribuant ainsi à une aide humanitaire efficace, efficiente et fondée sur des principes.

<https://fts.unocha.org/>

# Table des matières

---

<b>05</b>	<b>Aperçu du plan de réponse humanitaire révisé</b>
<b>07</b>	<b>Impact de la crise et chagement du contexte</b>
<b>09</b>	<b>Analyse Sectorielle</b>
10	Nutrition
12	Santé
13	Sécurité alimentaire et moyens d'existence (SAME)





**KARUSI, BURUNDI**

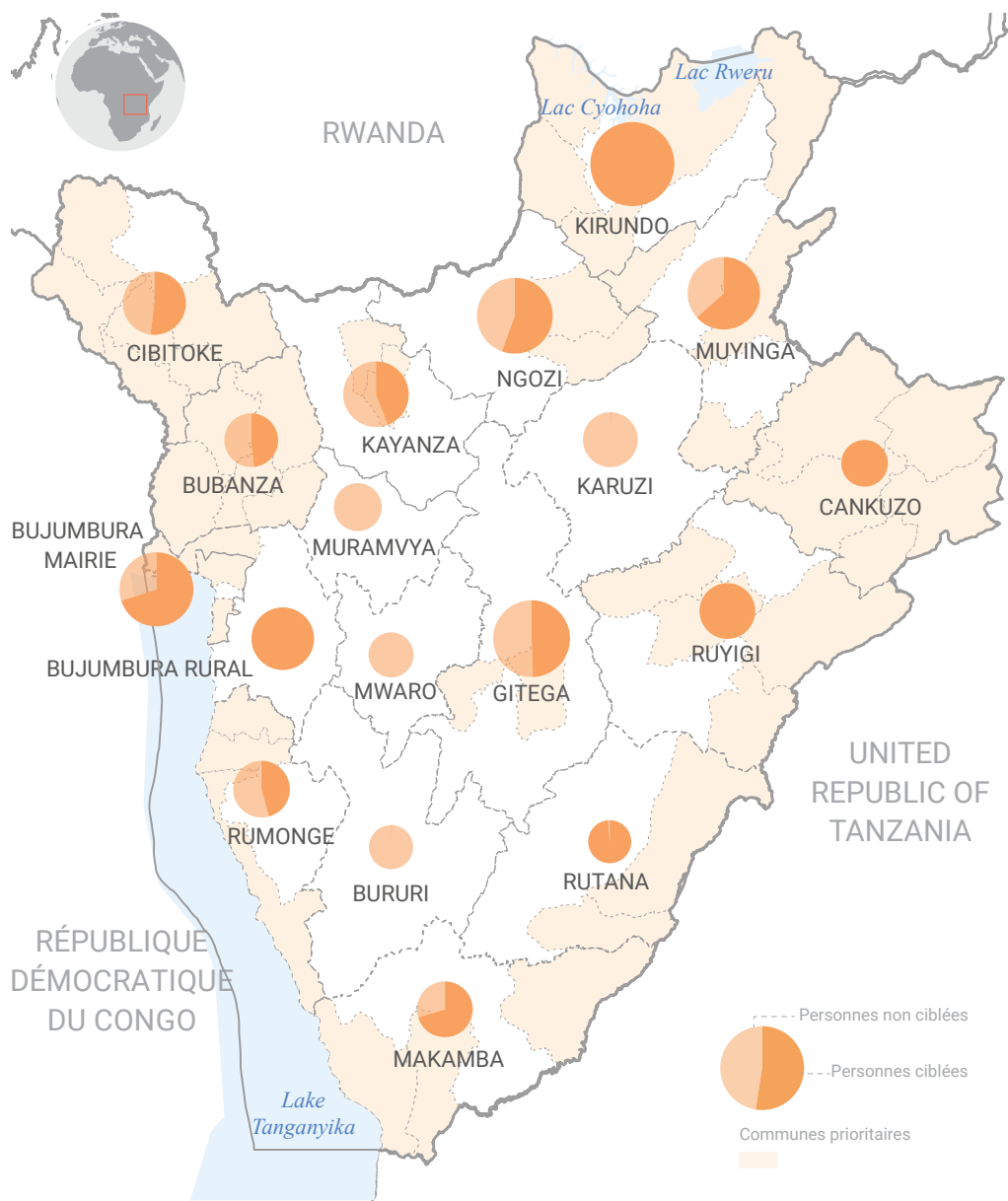
Un enfant ainsi que sa maman se font dépister pour la malnutrition au centre de santé de Gitaramuka en province de Karusi

© PAM/Irenee Nduwayezu

# Aperçu du plan de réponse humanitaire révisé

PERS. DANS LE BESOIN INITIAL	PERS. DANS LE BESOIN RÉVISÉ	PERSONNES CIBLÉES INITIAL	PERSONNES CIBLÉES RÉVISÉ	FONDS REQUIS INITIAL (US\$)	FONDS REQUIS RÉVISÉ (US\$)
1,5M	2,7M	1,1M	1,6M	194,2M	237,2M

## Provinces prioritaires



## Chiffres révisés

SECTEUR	PERSONNES DANS LE BESOIN	% CHANGEMENT DES BESOINS	PERSONNES CIBLÉES	% CHANGEMENT DES CIBLES	MONTANT REQUIS (US\$)	% CHANGEMENT
SAME	2,5M	79%	1,6M	46%	73,3M	91%
Nutrition	528k	109%	356k	115%	21M	51%
Santé	636k	0%	236k	33%	3,3M	33%
Abris et ANA	218k	0%	154k	0%	18,6M	0%
Education	416k	0%	168k	0%	5M	0%
Protection générale	236k	0%	188k	0%	2M	0%
Protection de l'enfance	1189k	0%	95k	0%	2M	0%
Protection - VBG	114k	0%	67k	0%	932K	0%
WASH	147k	0%	147k	0%	3,2M	0%
Réponse aux rapatriés	40k	0%	40k	0%	51M	0%
Réponse aux réfugiés	115k	0%	115k	0%	55,3M	0%
Coordination	-	-			1,5M	0%

# Impact de la crise et chagement du contexte

Pays enclavé d'Afrique de l'Est, le Burundi est à majorité agricole avec 80 % de la population employée dans ce secteur. Avec une population projetée en 2022 de 13,1 millions dont 50,6% de femmes et 41,5%

de jeunes de moins de 15 ans, le Burundi est l'un des pays les plus densément peuplés au monde, avec une densité de population de 442 habitants au kilomètre carré (2020 projection démographique, Banque Mondiale).

L'économie est impactée par une inflation élevée. Selon les données fournies par l'Institut national de la statistique du Burundi (INSBU), le taux d'inflation générale était à 28,9 % au mois de mai 2023 contre 26,6% en décembre 2022. Pour les produits alimentaires et boissons non alcoolisés, le taux d'inflation s'élevait à 40,9% en mai 2023. La pression de l'inflation a ralenti la croissance économique en 2022, avec un taux de 1,8 % contre 3,1 % en 2021 et a un impact direct sur les entreprises dans tous les secteurs, réduisant ainsi les opportunités d'emploi et l'accès aux services de base pour la population.

La forte augmentation des prix des denrées alimentaires observée depuis juin 2022, limite l'accès à la nourriture.

Au Burundi, l'insécurité alimentaire aigue s'installe sur un contexte général marqué par une forte vulnérabilité (dont la pauvreté <sup>1</sup> et la malnutrition chronique<sup>2</sup>), une faible capacité de résilience des populations et des aléas climatiques récurrents. Les dérèglements climatiques (retard des pluies dans l'ensemble du pays

d'une part, les pluies torrentielles localisées mêlées de vent et de grêle d'autre part), sont venus se greffer et empirer les chocs préexistants (séquelles de la pandémie de COVID-19, la fièvre de la vallée du Rift, l'effet inflationniste de la crise Russo- Ukrainienne).

La situation nutritionnelle et la santé ne sont guère reluisantes. En effet, au moins un enfant sur deux est atteint de malnutrition chronique (55.8% selon l'enquête SMART 2022). Il s'agit d'une forte vulnérabilité qui augmente le risque de développer des épisodes de malnutrition aigüe.

Le contexte actuel de prévalence des maladies à potentiel épidémique dont l'épidémie de choléra surtout dans les provinces de l'Ouest du pays (Bujumbura mairie, Bujumbura, Cibitoke, Bubanza et Rumonge), l'apparition récente des cas de rougeole, le paludisme..., constitue un facteur aggravant d'une probable détérioration rapide de la situation nutritionnelle.

La détérioration de la situation alimentaire qui a commencé en 2022, ne fait que s'aggraver en 2023, comme l'indique les résultats de l'analyse IPC qui s'est tenue du 17 au 21 avril 2023. Il ressort de cette analyse IPC 2023A d'avril 2023 que :

- La population en phases IPC3 et 4 a doublé par rapport à la même période en 2022 : 2,3 Millions (19%) en 2023 contre 1,2 Million (10%) précédemment;

1 Le taux de pauvreté a été successivement estimé à 64,6% et 62.7% selon les enquêtes sur la pauvreté menées en 2014 et 2020 par l'ISTEEBU.

2 Le taux de malnutrition chronique des moins de 5 ans estimé à 55,8% selon l'enquête SMART 2022.



- La moitié des 8 zones de moyens d'existence se retrouve en phases IPC3 et plus ;
- 30% des ménages ont un Score de Consommation Alimentaire (SCA) pauvre à limité ;
- 25 % estiment avoir perçu au moins une faim modérée selon l'Echelle de la Faim des Ménages (HHS) ;
- 18% de ménages n'ont eu accès au plus qu'à un seul repas par jour ;
- 25% des ménages ont eu recours à des stratégies de crise, alors qu'environ 15 % ont adopté des stratégies d'urgence
- Pour répondre efficacement à cette situation de dégradation de la situation alimentaire des populations et ses conséquences, une révision du Plan de réponse humanitaire 2023 du Burundi s'est avérée nécessaire.
- Le présent addendum qui constitue une révision du HRP 2023, prévoit de soutenir 1,6 million de personnes impactées avec un budget révisé de \$ 237,2 millions.
- Cette action répond aux priorités du Gouvernement du Burundi, qui dans une lettre adressée aux partenaires humanitaire, a demandé un appui afin de couvrir les besoins urgents des populations affectées par l'insécurité alimentaire.

#### Les changements apportés :

- Cette mise à jour ciblera 1,6 million de personnes contre 1,1 million, soit près de 500 mille de plus que dans le HRP initial.
- Pour permettre de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables, 237,2 millions de dollars US seront nécessaires pour mettre en oeuvre les projets d'assistance. Le cadre stratégique de la réponse humanitaire, conjointement élaboré par les acteurs humanitaires, reste inchangé.



# Analyse Sectorielle



## **RUMONGE, BURUNDI**

Mission de distribution des kits d'articles non alimentaires aux ménages affectés par les inondations de la commune Rumonge en province Rumonge.

©OCHA/Annick Ndayiragije

# Nutrition



PERS. DANS LE BESOIN INITIAL	PERS. DANS LE BESOIN RÉVISÉ	PERSONNES CIBLÉES INITIAL	PERSONNES CIBLÉES RÉVISÉ	FONDS REQUIS INITIAL (US\$)	FONDS REQUIS RÉVISÉ (US\$)
253k	528k	166k	356k	14M	21M

## Contexte

Selon la dernière enquête nationale sur la situation nutritionnelle et la mortalité de mars 2022 (ENSNMB), au total, 16 des 48 districts sanitaires que comptait le pays lors de la collecte des données avaient une prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) supérieure ou égale à 5 pour cent. Il s'agit des districts sanitaires de Kinyinya, Cankuzo, Muramvya, Mutaho, Ryansoro, Butezi, Bujumbura Sud, Nyanza-Lac, Makamba, Busoni, Muyinga, Kibuye, Cibitoke, Mpanda, Kiganda et Ngozi. S'agissant de la malnutrition aigüe sévère (MAS), les provinces de Makamba (2 pour cent), Kirundo (1,9 pour cent) et Bujumbura (1,8 pour cent) avaient les plus fortes prévalences car proches ou égales au seuil d'urgence de 2 pour cent fixé par l'OMS. Selon la même enquête, la prévalence de la malnutrition aigüe chez les femmes en âge de procréer se situait à 2,7% au niveau national, avec 12 provinces ayant dépassé la moyenne nationale: **Mwaro (6,8%), Bubanza (6,0%), Muyinga (5,7%), Kirundo (4,5%), Muramvya (4,3%), Rutana (3,9%), Bujumbura (3,9%), Cankuzo (3,7%), Ruyigi (3,4%), Kayanza (3,3%), Karusi (3,2%) et Cibitoke (3,1%)**.

L'ENSNMB avait également révélé de faibles performances en matière de diversification du régime alimentaire des femmes en âge de procréer (avec seulement 14,8% de ce groupe qui ont une diversité alimentaire minimum) et d'alimentation de complément de même qu'une forte incidence des maladies infantiles (fièvre – 24,7 pour cent, infections respiratoires aiguës – 22,9 pour cent, diarrhée – 16,9 pour cent). En effet, seul 20,6 pour

cent des enfants âgés de 6 à 23 mois bénéficient d'une diversité alimentaire minimale tandis que 13,3 pour cent ont accès à une alimentation minimale acceptable. L'épidémie de rougeole, la pandémie de COVID-19, le faible accès aux documents d'identité adéquats, les déplacements internes causés par les chocs climatiques augmentent également le risque pour les enfants de moins de cinq ans de souffrir de la malnutrition plus particulièrement dans le contexte du Burundi, l'un des pays à forte prévalence de retard de croissance au monde, avec plus d'un enfant de moins de cinq ans affecté sur deux.

Sur base de ces critères, le secteur Nutrition avait estimé qu'environ 253 000 personnes auront besoin d'une assistance nutritionnelle en 2023, dont environ 219 000 enfants de moins de cinq ans (108 353 filles et 110 562 garçons), ainsi que 34 000 femmes enceintes et allaitantes. Les partenaires du secteur nutrition avaient par conséquent ciblé un total 165 672 personnes (soit 66 pour cent des personnes dans le besoin), dont 140 661 enfants de moins de cinq ans (69 685 filles et 70 976 garçons) et 25 011 FEFA pour les interventions de la malnutrition aigüe.

Les provinces prioritaires étaient au nombre de 12 soit Bubanza, Bujumbura, Cankuzo, Cibitoke, Kirundo, Makamba, Muyinga, Ngozi, Rutana, Ruyigi, Bujumbura Mairie et Rumonge.

L'analyse IPC de l'insécurité alimentaire aigüe a révélé une détérioration de la situation d'insécurité alimentaire avec respectivement 2,3 millions (soit 19% de la population analysée) pour la période avril-mai



2023 et 1,2 millions de personnes (soit 9% de la population analysée pour la période projetée juin-septembre 2023 en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) donc ayant besoin d'une action urgente. Cette situation touche plus particulièrement les provinces Kirundo, Muyinga, Bujumbura, Cibitoke, Bubanza, Rumonge, Gitega, Kayanza et Ngozi.

### Impact sur le coût de la réponse

À la suite de cette détérioration de la situation de la sécurité alimentaire, le secteur Nutrition estime que **133 240 enfants de 6-59 mois seront dans le besoin d'un traitement pour la MAS, 319 658 enfants et 74 970 FEFA (femmes enceintes et allaitantes), pour la MAM**. Soit un total de 527 867 personnes dans le besoin (contre 252,890 initialement). Le secteur nutrition envisage de traiter 79 944 enfants MAS, 223 761 enfants et 52 478 FEFA MAM soit un total de 356 183 de personnes ciblées.

En résumé, 14 667 enfants de 6-59 mois supplémentaires nécessitent un traitement de la MAS avec un coût de 1 895 563 dollars américains (USD) soit 129,24 USD/enfant. Ce montant inclut l'achat de l'aliment thérapeutique prêt à l'emploi, le fret, le stockage, le transport local vers les districts sanitaires, le renforcement des capacités du personnel et les activités d'évaluation nutritionnelle. Il faut préciser que le montant ne change pas pour la prise en charge.

Pour la prise en charge de la MAM, les besoins supplémentaires vont couvrir 57 632 enfants 6-59 mois et 8 479 FEFA, ce qui va représenter un budget total de USD 5 167 110 (USD 3 861 344 pour les enfants de 6-59 mois, à raison de USD 67 par enfant et USD 1 305 766, à raison de USD 154 par femme).

### Les capacités d'absorption du secteur

Parmi ces personnes dans le besoin, les partenaires du secteur nutrition vont cibler 79 944 (contre 65 277 prévus dans la planification initiale) enfants de 6-59 mois pour la prise en charge de la MAS soit une augmentation de 14 667 cas avec un impact budgétaire de USD 1 895 589 sur les prévisions.

Pour la prise en charge de la MAM, sur la totalité des ressources nécessaires, 800 000 USD ont déjà été mobilisés.

Les efforts du secteur se concentreront sur la prise en charge intégrée des cas de malnutrition aiguë à travers les structures du gouvernement, l'achat, le stockage et la distribution, le suivi de la chaîne d'approvisionnement et de l'utilisation des intrants nutritionnels jusqu'au dernier kilomètre (EUM - End User Monitoring), le renforcement des capacités des prestataires, le rapportage des données de qualité, la coordination, le suivi et l'évaluation pour permettre d'agir en temps réel.

# Santé



PERS. DANS LE BESOIN INITIAL	PERS. DANS LE BESOIN RÉVISÉ	PERSONNES CIBLÉES INITIAL	PERSONNES CIBLÉES RÉVISÉ	FONDS REQUIS INITIAL (US\$)	FONDS REQUIS RÉVISÉ (US\$)
636k	636k	177k	236k	2,6M	3,5M

## Contexte

Le Burundi est régulièrement confronté à un ensemble d'aléas qui contribue à la persistance ou l'apparition de nouvelles entités avec des besoins d'assistance humanitaire d'urgence. Ainsi, le secteur santé propose des révisions sur les cibles de 2023 comme ci-dessus. Les facteurs de base qui expliquent le changement de la cible du secteur santé sont liés aux résultats de l'analyse IPC 2023A qui révèlent une détérioration des indicateurs de sécurité alimentaire. Cette détérioration va considérablement contribuer à accentuer la vulnérabilité des population avec un impact direct sur leurs capacités d'accéder aux soins de santé de base, particulièrement au niveau des communes prioritaires.

En plus de cette situation liée à la détérioration des indicateurs de sécurité alimentaire, depuis le début de l'année plusieurs chocs ont touché le pays avec une augmentation de la vulnérabilité des populations burundaises. Il s'agit en l'occurrence de l'épidémie de choléra dans quelques localités du pays situées le long du Lac Tanganyika, de la persistance de flambées de cas de rougeole, la réapparition de cas de poliomyélite. Le débordement des eaux du Lac Tanganyika et de la rivière Ruzizi ont entraîné des inondations sur le littoral du Lac avec des déplacements de populations ainsi que plusieurs autres facteurs sous adjacents liés aux conditions socio-économiques des populations burundaises.

## Impact sur le coût de la réponse

La détérioration des indicateurs de sécurité alimentaire a entraîné une augmentation de la cible du secteur santé de 117 000 personnes à 236 000, soit à peu près 58 771 personnes cibles additionnelles. En termes de financement, cette révision des chiffres va entraîner un coût additionnel de 852 268 USD faisant passer le budget du secteur santé de 2,6 à 3,5 millions USD.

## Les capacités d'absorption du secteur

Le secteur santé dispose d'une présence opérationnelle sur terrain avec près d'une vingtaine d'ONG, nationales et internationales, de 5 agences du Système des Nations Unies et quelques structures du gouvernement du Burundi pouvant accompagner des activités de réponse aux urgences sanitaires au niveau national.

Par ailleurs plusieurs agences du Système des Nations Unies disposent de partenaires de mise en oeuvre sur terrain, pouvant rapidement être mobilisés pour répondre aux situations d'urgences sanitaires dans le pays.



# Sécurité alimentaire et moyens d'existence (SAME)



PERS. DANS LE BESOIN INITIAL	PERS. DANS LE BESOIN RÉVISÉ	PERSONNES CIBLÉES INITIAL	PERSONNES CIBLÉES RÉVISÉ	FONDS REQUIS INITIAL (US\$)	FONDS REQUIS RÉVISÉ (US\$)
1,4M	2,5M	991k	1,5M	38,3M	73,3M

## Contexte

Avec la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition chroniques élevées, les agriculteurs burundais sont de moins en moins résilients aux chocs récurrents avec un risque élevé de détérioration de leur statut nutritionnel et moyens de subsistance au moindre choc.

Depuis le début de l'année 2023, des chocs pré identifiés n'ont cessé de s'amplifier plus que prévu jusqu'à la fin du premier semestre 2023, alors que les conséquences climatiques du phénomène saisonnier EL Nino sont prévues pour le dernier trimestre de l'année 2023.

L'analyse IPC du mois d'avril 2023 a conclu sur une forte détérioration de la situation de la sécurité alimentaire par rapport à 2022. Le nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë (phases humanitaires IPC3+) a doublé passant de 1,2 million à 2,3 millions. Quatre des huit Zones de Moyens d'Existence (ZME) sont classées en phase de crise IPC3+ (avec au moins 20% de leur population en phase 3 ou plus). Les ZME les plus touchées sont notamment les « Dépressions du Nord », « Plaine de l'Imbo », « Crête Congo Nil » et « Plateaux Humides ».

Des chocs combinés ont particulièrement impacté la « disponibilité alimentaire » et l'« accessibilité alimentaire » avec en conséquence la détérioration actuelle de la sécurité alimentaire

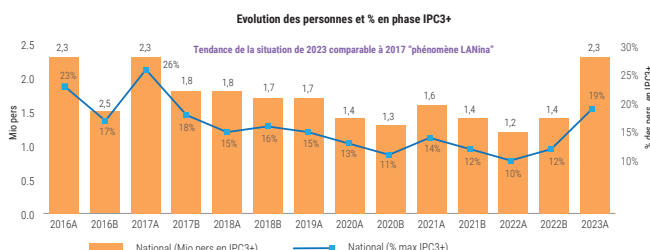
**Faible disponibilité alimentaire** - Les aléas climatiques (déficit pluviométrique au début de la saison agricole 2023A suivi de pluies excessives et destructrices sur les cultures et les infrastructures agricoles jusqu'à la fin de la saison 2023B et le faible accès à des intrants de qualité (semences et engrais) ont conduit à la mauvaise performance de la campagne agricole 2023A. Il en résulte : une forte baisse de la production sur la saison 2023A par rapport à 2022A selon les statistiques préliminaires de l'Enquête Nationale Agricole du Burundi (ENAB) et avec des implications sur les perspectives de récolte en 2023B.

**Mauvaise accessibilité alimentaire** – La hausse sans précédent et persistante du taux d'inflation sur les produits alimentaires, a continué à éroder le pouvoir d'achat des ménages depuis la fin de 2022 atteignant près de 50% (en glissement annuel pendant les mois de mars-avril 2023). Outre cette situation d'inflation, la dépréciation de la monnaie burundaise pénalise les importations alimentaires (dévaluation officielle de la monnaie Burundaise de 35% en mai 2023), ainsi que les pénuries récurrentes de carburant qui perturbent les échanges entre les marchés.

Selon les acteurs du secteur, les prochaines récoltes de la saison agricole 2023B n'auront qu'un impact limité sur l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages. La majorité des ménages resteront non seulement en situation d'insécurité alimentaire aiguë, mais aussi incapables d'exploiter correctement la prochaine campagne agricole 2024A

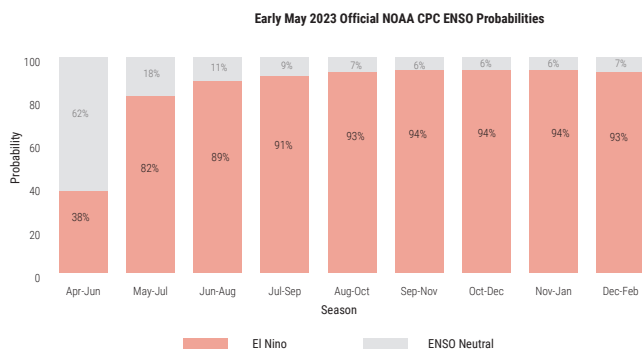
## Tendances des personnes en insécurité alimentaire depuis 2016

Alors que depuis 2018, la population en insécurité alimentaire tendait à se stabiliser entre 10-15 %, en 2023 elle tend déjà vers 20% et pourrait s'accroître davantage avec le phénomène El Nino.



## Perspectives pour La Nina Phénomènes fin 2024A, exposant la saison agricole A 2024 à des précipitations excessives

Avec les prédictions du phénomène El Nino qui coïncidera avec la saison culturale 2024A et qui provoquera des pluies excessives et les inondations en particulier dans la zone du littoral du lac Tanganyika, les perspectives de la production agricole seront encore une fois compromises



## Les Zones géographiques et les personnes particulièrement affectées.

Une attention particulière doit être portée sur les provinces se trouvant dans les ZMEs classées en phase de crise humanitaire (IPC 3) par la dernière analyse du mois d'avril 2023 (provinces de Kirundo, Bujumbura, Cibitoke, Bubanza, Rumonge, Ngozi)

- Tenir compte des localités qui ont continué à faire face aux pluies excessives et inondations après

l'analyse IPC d'avril 2023 (provinces de Kirundo, Bujumbura, Bujumbura mairie)

- Prise en compte de la résurgence des maladies et des ravageurs des cultures : chenille légionnaire d'automne, mouche du haricot, cochenille farineuse de la mangue, etc.)
- Considérer les mouvements de retour des rapatriés des pays limitrophes du Burundi (Tanzanie, RDC, Rwanda, Ouganda, etc.) avant la fin de l'année
- Les populations particulièrement vulnérables sont celles des ménages en situation de déplacements, les ménages les plus affectés par les aléas climatiques, par la pression inflationniste sur le marché, par l'impact de la crise russo-ukrainienne, par la perte de leurs moyens d'existence à la suite de l'un ou l'autre choc, faisant déjà face à la vulnérabilité structurelle etc., et qui aujourd'hui ont un accès alimentaire fortement limité.

## Impact sur le coût de la réponse

Avec la détérioration de la situation de la sécurité alimentaire, telle que présentée par l'analyse IPC 2023 et suivie d'augmentation des personnes dans le besoin (PIN) de plus de 2 fois en y incluant la vulnérabilité urbaine (de 1,4 à 2,5 Millions de personnes), le secteur SAME revois la cible de 991 000 à 1,5 millions de personnes qui devraient bénéficier d'une assistance humanitaire.

Les implications sur les coûts de la réponse sectorielle SAME prennent en compte non seulement les localités et personnes vulnérables nouvellement analysées comme étant dans le besoin d'assistance humanitaire immédiate mais également la prise en compte de certaines nouvelles activités devant aider les familles affectées à se rattraper sur la prochaine saison culturale 2024A notamment avec l'assistance en intrants agricoles et rations de protection des semences. Le nouveau budget est par conséquent estimé à 73.3Mio \$ (soit une augmentation de +91% par rapport au budget initial)

## Les capacités d'absorption du secteur

Pour assurer la mise en œuvre de la réponse en ligne avec l'augmentation des personnes dans le besoin d'assistance humanitaire, le secteur SAME s'appuiera d'une part sur la structure organisationnelle existante et d'autre part sur la capacité à pouvoir mobiliser les ressources.

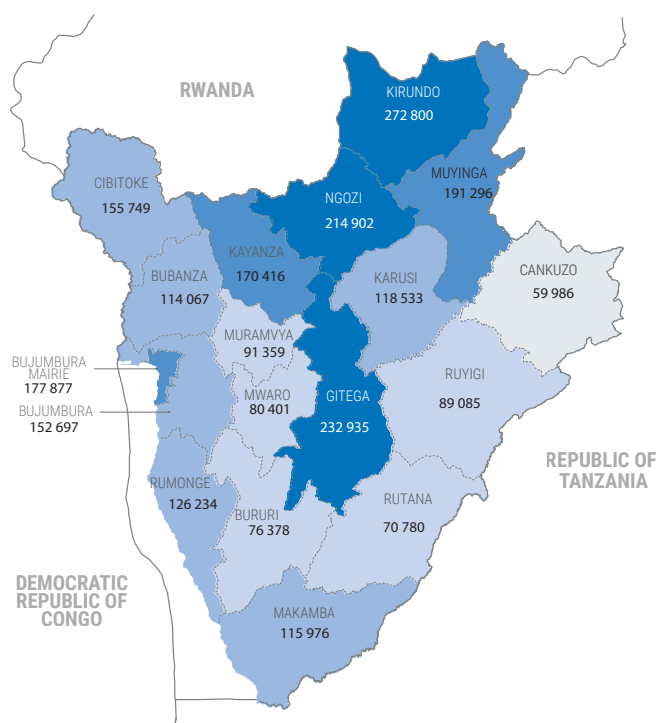
Au niveau de la structure organisationnelle, le secteur SAME comprend une trentaine d'acteurs y compris les bailleurs et les ONGs locales et internationales avec une couverture géographique de tout le pays et disposant d'une très bonne expérience dans la mise en œuvre des activités humanitaires.

Des accords de partenariat existent déjà entre acteurs sur la mise en œuvre des activités humanitaires y compris pour la modalité de transfert monétaire.

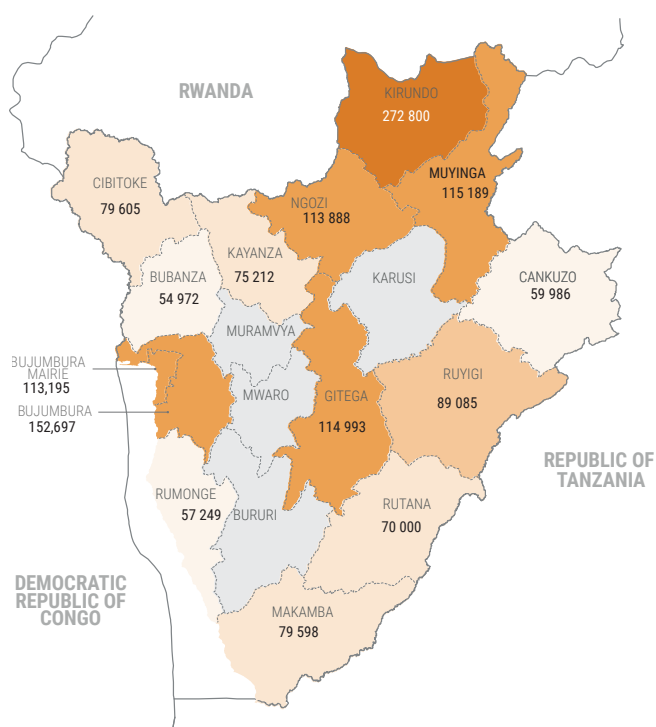
Ainsi donc le PAM et la FAO qui assurent le co-lead du secteur disposent d'une présence solide dans le pays avec une capacité d'entrepôt régional et un réseau de partenariat de mise en œuvre actif.

Au niveau des ressources disponibles et du potentiel de mobilisation des ressources, bien que les ressources déjà disponibles soient limitées l'implication de certains bailleurs dans les activités du secteur SAME constitue un avantage dans la mobilisation des ressources chez ces mêmes bailleurs déjà engagés ( USAID/BHA, Union Européenne, Ambassade Belgique, Ambassade des Pays Bas, etc.). Par ailleurs, la réponse aux besoins humanitaires tirerait également profit de la mise en œuvre de la nouvelle approche de triple Nexus (Humanitaire-Paix-Développement) mise en priorité par les Interventions du Plan cadre de coopération pour le développement.

PIN 2023 (revue)



Cible 2023 (revue)



# **BESOINS ET PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE**

BURUNDI